Belgeo

Revue belge de géographie

1-2 | 2001

Electoral geography

Analyse socio-spatiale du lieu de résidence des élus communaux à Bruxelles et en périphérie

Socio-spatial analysis of the places of residence of the communal representatives in Brussels and its periphery

Laurent de Borman, Frédéric Dobruszkes et Pierre Marissal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15420>

DOI : 10.4000/belgeo.15420

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 63-75

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Laurent de Borman, Frédéric Dobruszkes et Pierre Marissal, « Analyse socio-spatiale du lieu de résidence des élus communaux à Bruxelles et en périphérie », *Belgeo* [En ligne], 1-2 | 2001, mis en ligne le 30 novembre 2001, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/15420> ; DOI : 10.4000/belgeo.15420

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Analyse socio-spatiale du lieu de résidence des élus communaux à Bruxelles et en périphérie

Socio-spatial analysis of the places of residence of the communal representatives in Brussels and its periphery

Laurent de Borman, Frédéric Dobruszkes et Pierre Marissal

- 1 L'analyse du lieu de résidence des élus communaux peut paraître a priori d'un bien maigre intérêt. Les candidats, et donc les élus, résident forcément (du moins officiellement) dans la commune où ils se présentent. Cette analyse se confond alors à l'échelle communale avec la géographie électorale¹, sans rien lui apporter.
- 2 Elle ne peut rien apporter non plus à la géographie électorale proprement dite aux échelles plus fines, où les résultats électoraux ne sont pas disponibles. Non que la géographie électorale infra-communale n'ait pas de sens. Mais les électeurs n'ayant – hélas pour le chercheur – pas tous forcément tendance à voter pour les candidats de leur voisinage, et n'y étant en tout cas nullement contraints, aucune correspondance ne peut être valablement postulée entre la couleur politique des élus et celle des électeurs de leur quartier.
- 3 Cependant, si l'analyse du lieu de résidence des élus ne peut rien nous apprendre directement sur le comportement des électeurs, du moins peut-elle, et c'est là un premier intérêt, nous apprendre quelque chose sur les élus eux-mêmes (dis-moi où tu habites, et je te dirai – un peu – qui tu es), même à l'échelle infra-communale, où les différences entre quartiers peuvent être aussi importantes, ou davantage, que les différences entre communes.
- 4 Certes, le seul lieu de résidence ne permettra jamais de remplacer une connaissance détaillée des caractéristiques personnelles des élus (situation professionnelle et familiale, âge, diplômes,...). Mais ces données ne sont pas aisément disponibles. En outre, en tant que résultante d'une combinaison complexe entre d'une part un ensemble de contraintes financières, techniques, inertielles, etc. et d'autre part des processus fins d'identifications

sociales, le choix (ou la relative ... absence de choix) de leur lieu de résidence reste certainement à lui seul un indicateur très significatif des individus.

- 5 Deuxièmement, la concentration (ou l'absence) d'élus dans certains types de quartiers, elle-même conséquence plus ou moins directe de la manière inégalitaire dont se structure socialement la délégation des pouvoirs, ne peut à son tour rester sans influence sur la manière dont sont transmis, relayés, interprétés, déformés et finalement traités les problèmes sociaux (y compris aux échelles supra-communales).
- 6 Enfin, une analyse des lieux de résidence des élus devrait permettre de s'interroger sur l'existence éventuelle de types de quartiers plus favorables que d'autres à la naissance de processus d'identification des habitants à leur propre commune, et partant à de plus fortes implications des habitants dans les affaires communales.
- 7 Premier résultat d'une recherche qui devrait se poursuivre, le présent article analyse les lieux de résidence des candidats élus lors des élections communales d'octobre 2000. Il limite son champ spatial d'étude aux 19 communes bruxelloises ainsi qu'à une couronne d'une épaisseur d'une (ou deux) communes autour de la Région et à une frange de quelques communes au-delà de la frontière linguistique, en Brabant wallon (figure 1).

Figure 1. Zone d'étude.

- 8 Les adresses des élus ont été recensées et liées aux secteurs statistiques correspondants. En l'absence de données suffisamment complètes, aucune différence n'a été faite entre les élus selon la nature de leur charge (il ne serait pourtant guère étonnant que des

différences intéressantes apparaissent par exemple entre les échevins et les « simples » conseillers communaux).

- 9 L'analyse qui suit permettra de mettre en évidence :
 - une localisation résidentielle des élus globalement sous-spécifique, à l'échelle infra-communale, dans les quartiers au niveau social le plus bas ;
 - des divergences, au sein de cette tendance globale, entre les élus selon leur appartenance politique² ;
- 10 Elle suggère par ailleurs l'existence d'autres critères discriminants, comme par exemple la dynamique sociale des quartiers, qui pourraient faire l'objet d'analyses ultérieures.

Une localisation des élus sous-spécifique dans les quartiers au niveau social le plus bas

- 11 Construite sur base d'un regroupement de secteurs statistiques, afin d'éviter des effectifs trop faibles, la figure 2 met en évidence les écarts, au sein des communes, entre la répartition spatiale de la population et celle des élus, toutes couleurs politiques confondues³.

Figure 2. Quartiers représentés aux conseils communaux (élections d'octobre 2000).

- 12 Quoique non systématique, une relation y est suggérée entre les faibles spécificités et les faibles niveaux sociaux des quartiers⁴. C'est ainsi clairement le cas dans la majorité des communes de l'ancien axe industriel bruxellois (Bruxelles elle-même faisant exception), y compris dans ses prolongements hors de la Région.
- 13 Cette tendance est d'autant plus remarquable qu'elle s'observe malgré un contexte d'ouverture soudaine des listes aux candidats issus de l'immigration, en vue d'une

captation plus ou moins opportuniste du vote des « nouveaux Belges ». Or, les 92 conseillers communaux d'origine extra-européenne élus lors de ce scrutin résident pour la plupart, et sans grande surprise, dans les quartiers populaires. Il est dès lors très probable que cette relation se soit atténuée par rapport aux précédents scrutins.

- 14 Soulignons par ailleurs qu'il ne s'agit là que d'une tendance, souffrant plusieurs exceptions. Dans les quartiers très aisés (relativement à la commune) tout d'abord, où les faibles spécificités ne sont pas rares comme dans les quartiers de l'Observatoire à Uccle, de l'avenue Franklin Roosevelt à Bruxelles-Ville, ou de Stockel à Woluwé-St-Pierre. Outre la présence d'étrangers aisés, et notamment de fonctionnaires internationaux, l'hypothèse pourrait-elle être avancée, pour ces quartiers, d'un certain désintéressement des classes sociales les plus aisées vis-à-vis de la politique locale voire même des affaires publiques ?
- 15 À l'inverse, des spécificités supérieures à la moyenne peuvent être rencontrées dans certains quartiers de faible niveau social, comme le Pentagone à Bruxelles, ou la place St-Denis à Forest par exemple. Dans ces deux cas, l'hypothèse pourrait être émise qu'un sentiment fort d'appartenance à la commune (terreau d'une implication plus grande dans sa gestion) est plus fréquent, toutes choses étant égales par ailleurs, dans les quartiers ayant une relation symbolique très forte avec l'espace communal. Cette relation peut paraître plus évidente dans le cas du Pentagone. Mais il ne serait nullement étonnant qu'un habitant du vieux quartier Saint-Denis, centre communal assez isolé du centre-ville bruxellois, puisse se sentir plus naturellement forestois qu'un habitant des quartiers de l'Altitude 100 par exemple, immédiatement connexes au tissu urbain central, et nettement séparés par le relief du bas de Forest (du reste totalement excentré par rapport aux trajets reliant l'Altitude 100 au centre de Bruxelles).
- 16 Quoiqu'il en soit, et sans minimiser l'importance de ces inversions, la figure 3, qui permet de comparer pour chaque commune le niveau social moyen communal à celui des seuls quartiers où résident des élus, avec la figure 4, montre qu'une relation entre spécificité et niveau social est souvent observée en moyenne, même au-delà des seules communes de l'axe industriel.

Figure 3. Niveau social moyen et niveau social pondéré par le nombre d'élus par secteur statistique.

- 17 Ainsi, sur les 26 communes de la périphérie, seules 5 ont un niveau social communal moyen supérieur au niveau des quartiers de résidence des élus ; et 1 sur 19 seulement dans les communes de la Région⁵.
- 18 Les plus grands écarts s'observent, conformément aux indications de la carte (et à l'exception de la commune de Rhode-Saint-Genèse sur laquelle nous reviendrons plus loin) dans des communes de la vallée de la Senne. Championne incontestable de ce groupe, la commune d'Anderlecht semble une fois de plus donner l'image d'une scission unilatérale entre lieux de résidence des élus et les quartiers de faible niveau social. Cette répartition des élus y a longtemps accompagné une pratique politique particulièrement peu sociale envers les habitants des quartiers les plus pauvres⁶. Elle distance nettement le trio Molenbeek/Schaerbeek/St-Gilles, lui-même suivi par un groupe de communes allant de Koekelberg à Uccle en passant par Forest et Halle (auxquelles viennent s'ajouter deux communes -Ixelles et Wezembeek- hors axe industriel). La présence dans plusieurs de ces communes d'une importante population étrangère sans droit de vote peut évidemment expliquer à elle seule, par un simple effet arithmétique, une partie des sous-spécificités enregistrées sur la figure 2, dès lors que la population étrangère est inégalement répartie sur le territoire communal. Mais outre qu'il s'agit bien là non d'un simple biais de calcul, mais du reflet de l'éviction bien réelle d'une part de la population du processus électoral, une semblable lecture ne peut être faite de la figure 3⁷.
- 19 De manière générale, sur ce graphique, les écarts entre le niveau social des quartiers des élus et le niveau social moyen communal n'augmentent, du fait de la présence d'une population étrangère, que dans la mesure où populations étrangères, populations belges et élus résident en moyenne dans des types de quartiers différents, de niveau social respectivement croissant. Il est d'ailleurs piquant de relever, a contrario, que dans les communes les plus riches, les écarts entre le niveau social des quartiers de résidence des élus et de la population diminuent généralement avec la prise en compte de la (riche) population étrangère dans le calcul de la moyenne communale⁸.

Des divergences entre les élus selon leur appartenance politique

- 20 Si l'indice de spécificité des quartiers selon le lieu de résidence des élus varie selon le niveau social des quartiers, il varie également, en moyenne, en fonction de l'appartenance politique des élus. Eu égard aux faibles nombres concernés, l'analyse n'a été menée ici qu'au niveau d'un regroupement assez grossier des secteurs statistiques, toutes communes confondues, en 7 groupes de niveau social relativement homogène. Au sein de chaque groupe, pour chacune des formations politiques, la moyenne des indices de spécificité des élus des secteurs statistiques appartenant au groupe⁹ a été calculée.
- 21 La figure 4 met ainsi en évidence deux profils bien distincts au sein des partis francophones. Un premier profil, que l'on pourrait qualifier de plus élitiste, regroupe le PRL, le FDF, le PSC et les indépendants (que nos renseignements ne nous ont pas permis d'apparenter clairement à une formation politique). Il s'inscrit immédiatement dans les tendances repérées ci-dessus : la spécificité des élus s'élève tendanciellement avec le niveau social des quartiers.

Figure 4. Répartition des élus par niveau social des quartiers – partis francophones.

- 22 Le PS et les Ecolos se comportent quant à eux selon un profil en cloche que l'on serait tenté d'identifier, mais peut-être un peu hâtivement, à un comportement de classe moyenne : les spécificités, faibles ici aussi dans les quartiers les plus pauvres, s'élèvent jusqu'à un maximum dans les quartiers de niveau social intermédiaire, et fléchissent ensuite très nettement dans les quartiers de plus haut niveau social. Les variations communales peuvent être fortes : à Anderlecht par exemple, le niveau social moyen des quartiers de résidence des élus PS s'avère, avec celui des élus FDF, plus élevé que celui de toutes les autres formations politiques dans la commune. C'est curieusement aussi à ce

profil que se rattache le VLD, en rupture très nette avec son homologue francophone (figure 5). Peut-être faut-il voir dans cette tendance le poids dans ce parti d'élus exerçant dans la commune une profession libérale, et dont le domicile, lié à cette dernière, serait plus fréquemment situé dans les vieux quartiers des communes. S'y ajoute peut-être aussi, dans les communes de la périphérie flamande ayant connu une forte immigration francophone au départ de Bruxelles, les liens sans doute préférentiels unissant les partis flamands aux parties de la commune, souvent moins aisées, où continuent d'être plus concentrés les habitants (flamands) de vieille souche communale. Le cas de Rhode-Saint-Genèse est remarquable à cet égard, avec des élus flamands résidant en moyenne dans des quartiers clairement moins aisés que les quartiers des élus francophones (eux-mêmes très largement au-dessus de la moyenne communale)¹⁰.

Figure 5. Répartition des élus par niveau social des quartiers – partis néerlandophones.

- 23 Se rattachant à un profil « élitiste modéré », le CVP présente en fait un profil très proche de celui des élus toutes couleurs politiques confondues. Quant au SP et au Vlaams Blok, notons qu'ils présentent des spécificités plus élevées que les autres formations politiques dans les 2 groupes de quartiers les plus pauvres (ici fusionnés vu les faibles effectifs), mais avec un profil divergent par la suite, le Vlaams Blok semblant à partir du troisième groupe se rattacher au profil élitiste. S'il paraît très hasardeux, vu les effectifs réduits, de commenter sérieusement le profil « en bol » en résultant, nous ne pouvons résister à la tentation de noter qu'il illustrerait fort bien les contradictions propres au populisme fascisant.

Des oppositions selon les dynamiques sociales des quartiers, et selon les types de tissus résidentiels

- 24 Les analyses ci-dessus mettent en évidence l'existence, parmi les formations politiques, de différents profils des spécificités résidentielles des élus selon le niveau social des quartiers. Ces résultats doivent être interprétés avec prudence, et il convient en particulier de ne pas déduire hâtivement l'appartenance sociale des élus à partir du niveau social moyen des quartiers où ils résident.
- 25 Un examen des localisations résidentielles des Ecolos dans la commune de Bruxelles-Ville (figure 6) est révélatrice à cet égard. Quoique globalement spécifiques des quartiers de faible niveau social moyen, les localisations résidentielles des élus Ecolo s'avèrent en effet très nettement concentrées, au sein de ces quartiers, à l'intérieur ou à proximité immédiate des zones dites « de gentrification », ayant connu ces dernières années de fortes dynamiques de rénovation urbaine.

Figure 6. Noyaux bâtis anciens, gentrification, upgrading et élus Ecolos.

Tableau 1. Distribution des élus selon la typologie des quartiers¹¹

Formations politiques comportant plus de 50 élus	Bruxelles (19 communes)			Périphérie	
	Quartiers en gentrification du centre	Deuxième couronne		Noyaux anciens	Quartiers récents
		Quartiers anciens en upgrading	Quartiers anciens		
Ecolo	149	158	156	200	56
PS	111	138	107	140	85
PRL	57	79	113	69	108
PSC	*	*	118	84	105
FDF	*	*	95	17	60
CVP	*	*	143	87	108
VLD	*	*	*	91	96
Indépendants	*	*	*	107	89
Total tous partis confondus	99	139	119	90	97

* = effectif attendu trop faible pour être significatif

Indicateur = effectif observé / effectif attendu

- 26 Or, ces dynamiques sont loin d'être indolores socialement. Plus précisément, elles sont le centre d'une compétition inégale, par l'intermédiaire entre autres des hausses foncières, entre d'une part de nouveaux habitants issus des classes moyennes (voire de classes aisées dans certains cas), et d'autre part les « anciens » habitants économiquement fragiles, peu à peu contraints à vider les lieux (Van Criekingen, 2001). Il n'est pas très sûr, pour en rester à un euphémisme, que les élus Ecolo puissent être identifiés aux seconds plutôt qu'aux premiers ! Et on rappellera à ce propos que ces dynamiques de gentrification ont été poursuivies et amplifiées ces dernières années sous la houlette d'un échevin à l'urbanisme Ecolo. Dans le cadre, cela va sans dire, de valeurs de convivialités et de revitalisations urbaines.
- 27 L'examen du lieu de résidence des élus Ecolo révèle du reste de ce point de vue une remarquable cohérence. Présents dans les noyaux de gentrification dans le centre de la ville, ils résident également plus spécifiquement que la moyenne des élus, en deuxième couronne, dans les noyaux anciens en upgrading, c'est-à-dire des noyaux connaissant eux aussi des mouvements de rénovation/modifications sociales, mais au départ d'un niveau social supérieur à celui des quartiers centraux dégradés (tableau 1). Ainsi la surreprésentation des quartiers anciens en upgrading pour l'ensemble des élus est surtout le fait des élus PS et Ecolos.
- 28 Dans la périphérie enfin, les élus Ecolos témoignent généralement d'une spécificité résidentielle très supérieure à la moyenne dans les vieux centres et les vieux noyaux villageois, et très inférieure par contre dans les espaces résidentiels très récents. Excepté dans les quartiers anciens en deuxième couronne (où les spécificités de ses élus, quoique supérieures à 100, restent inférieures ou égales à celles – élevées – de l'ensemble des élus), le PS semble ici encore s'apparenter, de manière atténuée, au modèle Ecolo : spécificités fortes dans les vieux noyaux de la périphérie, faibles dans ses quartiers les plus récents, et fortes également dans les quartiers en gentrification du centre-ville (mais davantage à

Saint-Gilles, où la gentrification a été menée sous hégémonie socialiste, qu'à Bruxelles-Ville !).

- 29 Excepté les indépendants, toutes les autres formations politiques se distinguent du duo PS/Ecolo en périphérie. PRL et PSC et CVP y ont ainsi des spécificités faibles dans les vieux noyaux (hormis dans le Brabant Wallon en ce qui concerne le PSC), et supérieures à 100 dans les quartiers récents. Quant au VLD, ses élus semblent résider plus spécifiquement dans les tissus intermédiaires, de même d'ailleurs que ceux du FDF, sous-spécifiques dans les quartiers récents, mais quasiment absents des vieux noyaux. Relevons enfin que l'hypothèse émise plus haut d'une identification plus fréquente aux affaires de la commune dans les vieux centres communaux doit être pour le moins nuancée. Si en effet les spécificités observées sont presque toujours élevées en moyenne dans les quartiers anciens de la deuxième couronne bruxelloise, elles sont faibles, au contraire, dans ceux de la périphérie.

Conclusions

- 30 Placé tout en bas de la hiérarchie ségrégative du pouvoir politique, le niveau communal n'en témoigne pas moins, même à ce stade, d'un processus de sélection sociale dans l'élection des représentants politiques. Cette sélection ne se résume pas au refus du droit de vote et du droit d'éligibilité aux étrangers non européens. L'analyse suggère fortement qu'elle s'exerce de manière plus générale au détriment des populations les plus pauvres. Elle est par ailleurs sans doute sous-estimée par l'approche géographique mise en oeuvre dans cet article, l' élu d'un quartier pauvre n'étant pas forcément représentatif de la moyenne de la population résidente, et pouvant même avoir par rapport à celle-ci, comme le suggère le cas des élus Ecolo, des intérêts franchement contradictoires. Qu'il s'agisse de la manière dont sont perçus, compris et relayés les problèmes sociaux, ou des réponses qui leur sont apportées, cette relative marginalisation politique, dès le niveau communal, des populations socialement les plus fragilisées, ne peut rester sans conséquences sur le plan social et démocratique.
- 31 Si les quelques résultats exposés ci-dessus nous semblent valider l'intérêt d'une étude du lieu de résidence des élus, ils n'en restent pas moins lacunaires à plusieurs points de vue. Du point de vue des angles d'analyse tout d'abord, ici réduits à deux aspects principalement (niveau social et type de tissus résidentiels), qui gagneraient à être eux-mêmes affinés. La concentration d'élus dans certains quartiers (comme le quartier de Saint-Dominique à Schaerbeek, pour ne citer que cet exemple) devrait ainsi être analysée selon des critères sans doute très différents (liens avec les mouvements « sociaux » ou « citoyens » locaux, héritages historiques, etc.).
- 32 Par ailleurs, l'analyse gagnerait à être étendue du point de vue géographique à des espaces beaucoup plus divers que ceux étudiés ici. Elle pourrait s'attacher également à d'autres niveaux de scrutin, tout en distinguant les élus selon leurs charges, et en remplaçant l'analyse dans une perspective dynamique.

BIBLIOGRAPHIE

- GRIMMEAU J.-P., MARISSAL P. & ROELANDTS M. (1994), « Une carte du standing dans l'agglomération bruxelloise », *Acta Geographica Lovaniensia*.
- LAMBERT P.-Y. (1999), *La participation politique des allochtones en Belgique – Historique et situation bruxelloise*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, coll. Sybidi Papers.
- VAN CRIEKINGEN M. (2001), « La ville revit ! Formes, politiques et impacts de la revitalisation résidentielle à Bruxelles », in BIDOU C., HIERNAUX D. et RIVIERE D'ARC H. (éd.), *Approches comparées des processus de gentrification urbaine : Europe, Amériques*, L'Harmattan.

NOTES

1. Pour une analyse des résultats des élections à Bruxelles et dans sa périphérie, on se référera à Delruelle-Vossewinkel N., Noël F., Vanlaer J., Vandermorten C. (1989), « Les élections communales du 9 octobre 1988 : évolution des familles politiques et géographie électorale », *Bulletin trimestriel du Crédit communal de Belgique*, n°169, pp.31-49.
2. L'appartenance politique de chaque élu a été définie par son appartenance à un parti politique au sens strict, et non par sa présence sur une liste.
3. Le nombre d'élus par habitant variant très fortement selon la taille des communes, le simple rapport du nombre d'élus au nombre d'habitants ne pouvait être valablement utilisé comme indicateur de ces écarts. L'indice de spécificité utilisé ici compare la part des élus communaux résidant dans un quartier à la part des habitants de la commune résidant dans ce même quartier.
4. L'expression « niveau social » utilisée dans cet article ne recouvre évidemment aucun jugement de valeur. Elle entend seulement ne pas réduire systématiquement les oppositions sociales des quartiers à un unique critère de revenu. Techniquement, nous utiliserons au cours de cet article, comme indicateur synthétique de ce « niveau social », le score des quartiers sur le premier axe d'une analyse en composantes principales menée sur 15 variables décrivant les caractéristiques socio-économiques de la population résidente (Grimmeau, Marissal et Roelandts, 1994). Les valeurs (positives) élevées de cet indicateur restent évidemment associées en moyenne à des quartiers de revenus élevés.
5. Parmi les 6 communes (sur 45) faisant exception, on notera que trois d'entre elles (Ganshoren, Linkebeek, et La Hulpe dans une moindre mesure) présentent en réalité des écarts très faibles, et que toutes, sauf Ganshoren, ont des moyennes communales assez élevées.
6. Illustrant caricaturalement son ostracisme à l'égard de ses quartiers les plus pauvres, la commune a ainsi fait installer dans les années 90 une pancarte de bienvenue, non pas à la vraie frontière communale, mais plus à l'ouest, au-delà de ces mêmes quartiers, les excluant symboliquement du territoire communal.
7. Dans ce cas en effet, l'incidence 'arithmétique' de la population étrangère n'intervient plus que dans la mesure où, sans aucune possibilité d'influence sur le nombre potentiel de candidats – et donc d'élus – d'un quartier (un quartier habité uniquement par une population privée du droit à se présenter ne pourrait évidemment avoir d'élus), cette population étrangère augmente cependant le poids de son quartier dans le calcul du niveau social moyen communal.
8. Les deux types d'écarts sont, quoiqu'il en soit, très bien corrélés (r^2 égal à 0,89). Notons enfin par ailleurs que si ces écarts semblent d'autant plus significatifs qu'ils sont dans la grande

majorité des cas orientés dans le même sens, ils n'en restent pas moins généralement assez modérés. Parmi les communes de l'axe industriel citées ci-dessus par exemple, les écarts entre niveau social des quartiers de résidence des élus et moyennes communales restent toujours inférieurs à la moyenne des écarts entre les quartiers de la commune. Les écarts entre lieux de résidence des élus et moyenne communale représentent 86% de la moyenne des écarts entre l'ensemble des quartiers à Anderlecht, mais un peu plus du quart seulement à Uccle ou à Forest.

9. Les spécificités dont il est fait la moyenne sont bien des spécificités intra-communales, comme celles utilisées pour la figure 2. Ces spécificités comparent donc bien pour chaque secteur statistique la part des élus communaux d'un certain parti résidant dans ce secteur à la part de la population communale y résidant. Et non la part des élus de l'ensemble de la zone à la part de la population de la zone. Le fait qu'un parti ait davantage d'élus dans les communes en moyenne les plus aisées n'implique donc nullement automatiquement de fortes spécificités dans les groupes de plus haut niveau social. L'indice de spécificité a été calculé ici sur base de la seule population belge d'au moins 18 ans, et minimise donc d'un certain point de vue les sous-spécificités des quartiers les plus pauvres. Pour des raisons d'effectifs insuffisants, les formations politiques de moins de 40 élus n'ont pas été représentées, et les spécificités dans un groupe n'ont jamais été représentées lorsque le nombre d'élus y était inférieur à 5. Dans certains cas, ce nombre a été atteint par regroupement de deux groupes contigus, l'indice étant alors reporté entre les deux groupes.

Par ailleurs, l'interprétation de ce graphique peut être rendue difficile du fait qu'à l'exception des deux groupes extrêmes, les spécificités peuvent toujours être vues a priori comme le produit de deux mécanismes opposés. Une forte spécificité dans un groupe intermédiaire par exemple peut être liée à une faible spécificité soit dans les groupes de niveau social inférieur, soit au contraire dans les groupes de niveau supérieur. L'analyse qui suit s'est dès lors également appuyée sur un examen, dans 7 groupes de communes issus d'une typologie selon le niveau social des quartiers, des spécificités résidentielles dans les quartiers de niveau social inférieur à la moyenne communale. Ces résultats, largement redondants avec la figure 4, n'ont pas été reproduits ici.

10. Niveau social des quartiers de résidence des élus à Rhode-Saint-Genèse :

Partis	Elus	Différence entre le niveau social de résidence des élus et celui de la commune
VLD	2	-0.41
CVP	4	-0.22
SP	3	+0.77
INDEP	3	+1.03
PSC	5	+1.21
FDF	5	+1.34
PRL	3	+1.51

11. Basé sur les travaux de Van Crielingen en ce qui concerne les quartiers en gentrification et en upgrading, le tableau en annexe a retenu les critères suivants :

Classification	Upgrading	Struc-ture des quartiers anciens	Quartiers récents
<p>« Des zones de densification progressive, caractérisées par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p>	<p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p>	<p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p>	<p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p> <p>« Une zone de densification progressive, caractérisée par une population de la zone des 27-34 ans de 15 à 20% en 1991 et 1997 »</p>

Comme pour la figure 11, les zones sont regroupées en deux catégories : les zones de densification progressive et les zones de densification progressive. Les zones de densification progressive sont regroupées en deux catégories : les zones de densification progressive et les zones de densification progressive.

RÉSUMÉS

L'analyse des lieux de résidence des élus communaux de Bruxelles et de sa périphérie permet d'observer les logiques spatiales de leur répartition. Une première est d'ordre socio-économique : les élus habitent des quartiers en moyenne plus aisés que l'ensemble de l'électorat. Néanmoins ce constat vaut principalement pour les élus PRL, PSC et FDF. Les élus Ecolos, PS et du VLD sont quant à eux surreprésentés dans les quartiers « de classe moyenne ». Au sein de ceux-ci les élus écologistes ont une répartition soulignant une nette préférence pour les zones de bâti ancien (anciens noyaux villageois dans la périphérie ou les communes de la deuxième couronne bruxelloise) ou en voie de rénovation (quartiers centraux ou de première couronne en voie de gentrification). La répartition spatiale des élus des partis néerlandophones est plus complexe à interpréter et ne présente pas les mêmes logiques de répartition que celle de leurs homologues politiques francophones.

Analysing the communal representatives' places of residence in Brussels and its periphery reveals the spatial logics of their distribution. The first is a socio-economic one: they generally live in wealthier neighbourhoods than the electors as a whole. Nevertheless this is mostly true for the PRL (Liberal Reformers), PSC (Social-Christians) and FDF (French-speaking Front) representatives. As to the Greens, PS (Socialists) and VLD (Flemish Liberal Democrats), they are overrepresented in the « middle class » neighbourhoods, among which the ecologists show a marked preference for the older built areas (former village cores in the periphery or the communes belonging to the outer Brussels suburbs), or the upgrading zones (central city parts or first belt gentrifying quarters). The spatial distribution of the representatives of the Dutch-speaking parties is harder to interpret and its distribution logics differ from that of their French-speaking political counterparts.

INDEX

Mots-clés : Bruxelles, élections, conseillers communaux, démocratie locale, quartiers

Keywords : Brussels, elections, communal representatives, local democracy, neighbourhoods

AUTEURS

LAURENT DE BORMAN

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, Université Libre de Bruxelles, ldeborman@hotmail.com

FRÉDÉRIC DOBRUSZKES

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, Université Libre de Bruxelles, Frederic.Dobruszkes@ulb.ac.be

PIERRE MARISSAL

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, Université Libre de
Bruxelles, pmarissa@ulb.ac.be